Gaza : en attente de la prochaine étape – et d’une guerre contre l’Iran

Par Sacha Wigdorovits

Le 26 janvier 2026, deux ans et quart après son assassinat puis son enlèvement, l’armée israélienne Tsahal a retrouvé dans un cimetière près de la ville de Gaza le corps de Ran Gvili et l’a ramené en Israël – le dernier otage du massacre du 7 octobre 2023 qui n’avait pas encore été récupéré. C’est la première fois depuis 2014 qu’aucun Israélien, vivant ou mort, n’est détenu par des terroristes palestiniens à Gaza.

Le rapatriement de Ran Gvili a été accompagné d’une grande émotion et aussi d’un grand soulagement en Israël et dans la communauté juive du monde entier. Mais personne ne se fait d’illusion, la paix entre Israël et les Palestiniens a progressé grâce à cela.

Certes, la première phase du plan de paix en 20 points du président américain Donald Trump a ainsi été achevée. En conséquence, Israël a accepté de rouvrir le point de passage de Rafah vers l’Egypte pour la circulation des personnes, avec un contrôle israélien précis des personnes qui le franchissent. Et avant même le rapatriement de Ran Gvili, le président Trump avait donné des détails sur son organisation pour la paix à Gaza et avait fait savoir qui en ferait partie.

Mais la suite des événements reste incertaine. En effet, il s’agit maintenant – du moins en théorie – du « morceau » le plus gros et le plus difficile de tout le plan : le désarmement de l’organisation terroriste Hamas et la démilitarisation de Gaza. C’est la condition préalable la plus importante à la reconstruction de la bande côtière et à la poursuite du retrait des Forces de défense israéliennes (IDF). En octobre dernier, ces dernières ont abandonné les positions qu’elles avaient précédemment conquises et se sont retirées derrière la « ligne jaune », conformément à l’accord.

Les informations les plus diverses circulent actuellement sur la question de savoir si et comment le désarmement du Hamas sera effectif. Du côté américain, on se montre confiant quant au fait que l’organisation terroriste déposera et remettra ses armes. Dans un premier temps, le Hamas remettrait ses armes lourdes, notamment ses missiles et les plans de son réseau de tunnels. Ensuite, un programme de rachat de ses armes légères, les fusils, serait lancé, selon Washington.

Le Hamas lui-même promet de soutenir le gouvernement technocratique palestinien pour Gaza prévu dans le cadre du plan de paix. Mais selon l’organisation

terroriste, il n’est pas question d’accepter un désarmement complet. Au contraire, elle a déclaré qu’elle était prête à assumer des tâches de police dans le cadre de la nouvelle administration.

Ce serait mettre le doigt dans l’engrenage. En effet, le Hamas ne s’est pas contenté de combattre l’armée israélienne à Gaza, il a également fait preuve d’une brutalité extrême à l’encontre des factions palestiniennes ennemies. Mais surtout, Israël n’accepterait jamais que les terroristes qui, le 7 octobre 2023, ont sauvagement maltraité et assassiné 1 200 bébés, enfants, femmes et hommes, soient amnistiés en troquant leur uniforme de combat contre un uniforme de police. Au total, il est question de 10 000 combattants du Hamas.

La force de stabilisation internationale (ISF) prévue dans le plan de paix est restée très silencieuse. Celle-ci devait jouer un rôle de premier plan dans la démilitarisation de Gaza. Mais dans le contexte du désarmement du Hamas – sans lequel la démilitarisation est impossible – il n’est plus question de l’ISF depuis longtemps.

On ne sait pas non plus comment l’ISF sera financée ni qui en fera partie. Certes, plusieurs pays, comme l’Italie, ont été contactés pour participer. D’autres ont annoncé d’eux-mêmes qu’ils étaient prêts à participer. La Turquie, par exemple, a assuré qu’elle mettrait des troupes à disposition, et le Qatar est également en discussion. Ces deux pays sont, avec l’Iran, les principaux soutiens du Hamas. C’est pourquoi une présence de leurs troupes à Gaza est inacceptable pour le gouvernement israélien, et il l’a fait savoir. En ce qui concerne les FIS, la seule certitude est donc qu’elles seront commandées par le major-général américain Jasper Jeffers.

Le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu n’est pas mécontent de la lenteur de la mise en œuvre du plan de paix pour Gaza. Tout d’abord, cela lui évite d’agir ou de faire des concessions qui pourraient faire éclater l’alliance gouvernementale (par exemple, si les États-Unis faisaient des concessions au Hamas sur la question du désarmement). Mais surtout, son attention en matière de politique étrangère se porte actuellement sur l’Iran. En effet, le président américain Trump pourrait y tenter dans les prochains jours de renverser par des moyens militaires le régime des mollahs, détesté par son propre peuple. Israël serait certainement impliqué dans une telle confrontation. Le gouvernement de Téhéran a déjà annoncé officiellement qu’il riposterait avec force contre Israël s’il était attaqué par les Etats-Unis.

Il n’est donc pas exclu que Tsahal participe activement à une attaque des Etats-Unis contre l’Iran. Car il est bien connu que l’attaque est la meilleure défense. L’État hébreu ne suit pas cette doctrine depuis l’année dernière, lorsqu’il a remporté la guerre de 12 jours contre l’Iran, mais depuis 1967, lorsqu’Israël a pris de court et vaincu par surprise l’Égypte, la Jordanie, la Syrie et l’Irak, qui s’étaient alliés pour détruire l’État hébreu – et ce, en deux fois moins de temps que l’année dernière contre l’Iran. Sans le soutien des États-Unis.

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.